

Cadre organisationnel

La situation socio-économique du Congo se caractérise par de faibles progrès en matière de développement socio-économique de façon générale et de développement local en particulier. En effet, les bilans établis dans la mise en œuvre des différents plans et stratégies depuis plus de quatre décennies ont toujours été mitigés. Les progrès accomplis en termes de réduction de la pauvreté sont décevants.

Par ailleurs, le processus de gestion durable des terres coutumières qui aurait pu dynamiser le développement économique en général et particulièrement local est encore balbutiant au Congo. Malgré les efforts de vulgarisation des lois n°10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et fonciers en République du Congo et n° 21-2018 du 13 juin 2018 fixant les règles d'occupation et d'acquisition des terres et des terrains, le nombre et la superficie des terres coutumières reconnues par l'Etat n'augmentent pas de façon significative. Dans le département de la Cuvette par exemple, on ne compte pas plus de cinq terres coutumières reconnues pour une superficie totale ne dépassant pas 3 000 hectares. Des constats similaires peuvent être effectués en ce qui concerne la production agricole, la situation nutritionnelle des Congolais et le développement local car les modèles économiques promus tardent encore à produire les effets escomptés.

Il est donc nécessaire que des modèles plus innovants de production agricole, d'aménagement du territoire, de développement local, de promotion des investissements et particulièrement ceux du secteur privé pour la création des emplois décents, de lutte contre la pauvreté, de genre et d'équité sociale soient conçus et expérimentés afin de s'assurer de leur viabilité technique, économique et financière, leur adaptabilité au contexte social et environnemental du Congo et leur alignement aux politiques et stratégies de développement national ainsi qu'aux cadres juridiques existants dans ces domaines.

C'est donc en réponse à cette problématique que la Famille terrienne OYOSSO a décidé de prendre en main son destin et de s'organiser en conséquence pour assurer une gestion durable et une mise en valeur rationnelle et concertée de ses terres. L'objectif principal visé étant d'améliorer le bien-être de ses membres. Pour ce faire, elle a mis au point un modèle innovant de gestion et de mise en valeur des terres coutumières qu'elle compte expérimenter dans le cadre du projet « Appui technique pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, la gestion des terres coutumières et le développement local dans le district de MAKOUA ».

C'est pour la mise en œuvre des activités dudit projet qu'un consultant spécialiste en communication sera recruté

Position hiérarchique

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO en République du Congo, de l'Assistant Programme du Représentant au programme et la supervision technique directe du fonctionnaire technique en charge des terres et des eaux au Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (LTO), le consultant assumera les fonctions et responsabilités suivantes :

Domaine de spécialisation

Communication digitale, gestion des réseaux sociaux et élaboration de contenus.

Le/la titulaire doit appuyer le changement de mentalité tant de la part des populations que des agents des services techniques et des divers responsables du développement.

Le/la titulaire du poste contribuera à la mise en œuvre des activités de communication du projet, ainsi que le développement des capacités des parties prenantes congolaises dans des différents outils et supports de communication mobilisés pour la mise en œuvre d'activités et actions sur la gouvernance

foncière. Il/elle recevra des conseils techniques et l'assistance de la FAO (bureau pays, SFC, RAF et siège).

Tâches et responsabilités

Le/la titulaire réalisera les tâches ci-après en étroite collaboration avec le Chargé de communication du Bureau de la FAO au Congo et le consultant spécialiste en communication de l'AFTO :

- Réviser et améliorer la stratégie de communication du projet en s'assurant qu'elle prend en compte les spécificités de l'AFTO en tant qu'association de famille terrienne ;
- Développer le plan de communication institutionnelle du projet et former les membres de l'Association chargés d'en assurer la mise en œuvre ;
- Superviser la création du site web de projet et assurer la formation des membres de l'Association chargés d'en assurer la gestion et l'actualisation régulière des contenus ;
- Assurer la couverture médiatique des activités du projet et concevoir les supports de communication des événements à couvrir ;
- Créer la Newsletter du projet et participer à l'équipe rédactionnelle ;
- Rédiger les communiqués de presse et les publi-reportages sur le projet ;
- Gérer les relations du projet avec la presse nationale et internationale et assurer la fourniture en informations fiables sur les activités du projet ;
- Constituer et gérer la base de données des partenaires et destinataires des bulletins électroniques du projet ;
- Préparer les conférences de presse, déjeuners de presse et points de presse du projet sur ses activités ;
- Constituer le press-book et l'archivage audio-visuel sur les activités du projet ;
- Soutenir la liaison et coordination avec les membres de l'équipe, les partenaires techniques, les parties prenantes, y compris les ministères au niveau national, la société civile, le monde universitaire et développer des réseaux connexes ;
- Participer à l'organisation des réunions, sessions de formation et à la rédaction des procès-verbaux, comptes-rendus et rapports desdites réunions ;
- Contribuer à la documentation des acquis, retours d'expériences et bonnes du projet en vue de la préparation des produits de connaissances ;
- Contribuer à la rédaction des rapports sur le projet ;
- Réaliser un film de capitalisation sur le projet ;
- Réaliser toute autre activité de communication liées au projet.

Normes et directives de la FAO :

La liaison avec l'OCC sera maintenue, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un point focal/coordonateur convenu, afin d'assurer la conformité avec les normes de l'OCC, l'harmonisation des messages et les processus d'examen et d'approbation appropriés.

Tous les supports de communication suivront les processus d'approbation de la FAO et se conformeront aux normes de la FAO, y compris :

FAO Strategic Framework 2022-31: <https://www.fao.org/strategic-framework/en>

FAO social media policy and guidelines: <https://www.fao.org/2/socialmedia>

Social Media Branding Guidelines: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb5044en>

FAOSTYLE <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8081en>

FAO terminology <http://www.fao.org/faoterm>

FAO Names Of Countries <https://www.fao.org/nocs/en>

Story guidelines, Story template, UN map standards, FAO logo policy and related branding guidelines (available to staff).

D'autres conseils concernant les communications, les politiques et les procédures de la FAO sont disponibles sur l'intranet de la FAO, dans la section OCC.

LES CANDIDATURES SERONT EXAMINÉES AU REGARD DES CRITÈRES SUIVANTS :

Conditions minimales à remplir

- Diplôme universitaire d'études supérieures dans le domaine de la communication et des sciences sociales
- Expérience professionnelle d'au moins 7 ans de responsable de la communication dans une institution publique, privée ou associative
- Connaissance courante du français
- Être ressortissant de la République du Congo ou résident du pays avec un permis de travail régulier

Compétences de base exigées par la FAO

- Attention portée aux résultats
- Avoir l'esprit d'équipe
- Sens de la communication
- Établissement de relations constructives
- Partage des connaissances et amélioration continue

Aptitudes techniques/fonctionnelles

- Très bon sens de l'organisation et aptitude à respecter des échéanciers serrés ;
- Capacité à prioriser les tâches ;
- Aptitude à entretenir des relations de travail efficaces avec les superviseurs, les collègues et partenaires ;
- Capacité à travailler en tant que membre d'une équipe, à travers le partage d'informations et la coordination des efforts au sein de l'équipe ; et
- Capacité à analyser rapidement les problématiques à la fois aux niveaux micro et macro.

Critères de sélection

- Bonne connaissance de l'anglais serait un plus ;
- Une connaissance du milieu rural congolais ;
- Une connaissance pratique des outils de communication digitale et des réseaux sociaux ;
- Une connaissance du milieu des médias congolais ;
- Connaissance dans un ou plusieurs domaines suivants : a) développement rural, b) gestion des ressources naturelles et environnement, c) développement local et décentralisation, d) gouvernance foncière, etc ;
- Connaissance des langues locales de la Sous-préfecture de Makoua ;
- Expérience de travail avec les institutions internationales, les administrations aux niveaux national, départemental et sous-préfectoral ; les comités multi-acteurs, et

- Solide connaissance des us et coutumes des populations de la Sous-préfecture de Makoua.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne perçoit de frais à aucun stade du recrutement (dépôt de candidature, entretien, traitement du dossier).
- Les candidatures reçues après la date de clôture de l'avis ne seront pas acceptées.
- Veuillez noter que la FAO ne prend en considération que les titres universitaires et diplômes délivrés par des établissements reconnus figurant dans la Base de donnée mondiale de l'enseignement supérieur, la liste mise à jour par l'Association internationale des universités (IAU)/UNESCO. Pour accéder à la liste, prière de cliquer ici www.whed.net/
- Pour d'autres questions, veuillez consulter la page web *Emploi* à la FAO: <http://www.fao.org/employment/home/fr/>

Prière de noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO – *engagement envers l'Organisation, respect de chacun, intégrité et transparence*.

COMMENT POSTULER

- Pour présenter votre candidature, veuillez remplir le formulaire en ligne sur le site web de la FAO consacré au recrutement, Jobs at FAO. Les dossiers de candidature incomplets ne seront pas examinés.
- Seules les candidatures reçues par l'intermédiaire du portail de recrutement seront prises en considération.